

Zemmour chez Bercoff dit tout sur le vaccin obligatoire, le pass et le Frexit

écrit par Christine Tasin | 13 octobre 2021



Zemmour président : non à la vaccination obligatoire et au pass, oui aux lois nationales qui abolissent

Les lois européennes

Encore un bel entretien chez Bercoff à savourer.

J'ai transcrit 2 passages essentiels selon moi, qui permettront de rappeler à chacun la position de Zemmour sur les sujets évoqués, mais tout le reste est à savourer.

I Zemmour dénonce la gestion Covid de la France : on a imité le régime totalitaire chinois

A partir de la minute 28

A propos du pass sanitaire : J'ai été très frappé par une chose, c'est la brutalité mêlée à des injonctions contradictoires du pouvoir, sur le masque, le mettre, ne pas le mettre, obligatoire. A partir de là on a décliné, Il faut des lits de réanimation, on n'en a pas assez, il faudrait des gens formés,... On nous ment tout le temps.

Et derrière ces mensonges répétés, il y a une grosse brutalité, on enferme les gens pendant des mois, on leur interdit de sortir...

Je voudrais en tirer 2 leçons.

D'abord, on ne sait pas si on a bien fait.

Je ne suis pas épidémiologue, je ne suis pas médecin, je ne prétends pas du tout être médecin, on ne sait pas si on a bien fait d'enfermer les gens, on ne connaît pas les maladies annexes qu'on a provoquées, vous parliez des dommages collatéraux, on ne sait pas les dépressions, les autres maladies qu'on a provoquées, on ne sait pas si on aurait dû confiner seulement les gens âgés ou avec des comorbidités, d'autres maladies comme le diabète, on ne sait pas tout ça, on a pris des décisions à l'aveugle, à la hache, avec une brutalité incroyable, et sans recul. Ce n'était pas facile, je ne dis pas que c'était facile. Mais, surtout, on a pris le pire et surtout il y a un effet d'imitation. On a imité un régime totalitaire communiste qui s'appelle la Chine.

Je pense que si la Chine n'avait pas confiné, les autres ne l'auraient pas fait et n'y auraient même pas pensé.

II La crise Covid a prouvé que quand l'Etat veut, il peut !

Deuxièmement, on vit depuis 30 ans, depuis 40 ans ce que Marcel Gaucher appelle la "démocratie empêchée". **L'Etat passe son temps à dire "non ça c'est pas possible"**. On ne peut pas faire parce que les juges ne veulent pas, on ne peut pas faire parce que les medias ne veulent pas, on ne peut pas faire

parce que les minorités l'interdisent, et tous ces phénomènes que je combats depuis 30 ans. **Et là, soudain, on s'est rendu compte que l'Etat pouvait de nouveau !**

Donc cela signifie que l'Etat ne voulait pas (**NDLR** quand il s'agit par exemple de lutter contre l'immigration, de préserver EDF et de ne pas nous exposer aux fonds de pension etc)! Cela veut dire que quand l'Etat veut vraiment intervenir, veut retrouver la puissance de l'Etat, ils le peuvent ! **Donc moi j'en déduis que quand le destin de la France est en jeu (tout ce que je vous ai dit tout à l'heure sur l'immigration etc.), eh bien nous pouvons vraiment intervenir, retrouver cette force de l'Etat.** Là nous n'avons pas à nous encombrer... (Question de Bercoff : oui mais est-ce que c'est le meilleur des exemples, comment ils ont isolé... des soignants, des médecins...) Je ne dis pas que c'est bien, ce qu'ils ont fait, mais en tout cas soudain l'Etat a retrouvé une vigueur qu'on lui croyait interdite.

III Les gens contre le Pass Sanitaire posent une vraie question

Maintenant, sur le fond, je vous ai dit ce que je pensais du confinement.

Deuxièmement, pour le vaccin, c'est compliqué, parce qu'on ne sait pas si il est vraiment efficace, on nous explique qu'on continue à contaminer même si on est vaccinés, on nous explique qu'il faut une 3ème dose parce que l'efficacité diminue mais que, nous dit-on, les crises les plus graves sont évitées... moi je veux bien croire tout cela, je n'ai pas de compétences particulières et ne prétends pas en avoir.

Ce que je dis c'est que j'aimerais qu'on puisse discuter sereinement entre Français sans s'insulter, sans traiter les uns et les autres d'abrutis ou de dictateurs.

Je pense que les anti-pass sanitaire posent une vraie question : si on a imité la Chine pour le confinement on pourrait l'imiter pour les conséquences du Pass Sanitaire, c'est-à-dire les bons points, les mauvais points.. Moi j'aurais beaucoup de mauvais points ! J'ai rencontré un jour sur un plateau télé un monsieur qui faisait un livre sur la Chine, *il m'a dit : "vous, c'est simple, si vous étiez en Chine, vous ne pourriez plus voyager, vous ne pourriez plus parler..."*

Donc je pense que les gens qui sont contre le Pass Sanitaire posent une vraie question. Je n'accuse pas Emmanuel Macron de

vouloir rentrer dans ce système [NDLR il a tort, il a encore des illusions sur Macron ???], je dis "attention, attention, attention, c'est dangereux !" N'imitons pas en tout les Chinois. Moi je suis honnête, j'ai été vacciné, j'ai eu le Covid donc j'ai eu droit qu'à une dose, j'ai un Pass Sanitaire et ça me dérange pas plus que ça. Mais je comprends très bien les pétitions de principe contre ce qui pourrait advenir. Je comprends très bien les gens qui sont choqués par la brutalité de ce pouvoir qui est à la fois impuissant et brutal.

(Intervention de Bercoff : quand même, Eric Zemmour, beaucoup de gens qui sont contre le Pass Sanitaire sont vaccinés, mais ils disent "attendez, on veut obliger, c'est tout le problème de l'obligation)

Z : je comprends très bien et surtout moi je vous dis, ce qui m'inquiète plus encore que l'obligation c'est ce qu'on pourrait y mettre, dans ces pass sanitaires, je trouve que c'est le plus grave.

IV Zemmour président n'imposera pas la vaccination obligatoire non plus que le pass "qu'il faudra bien arrêter, d'autant qu'on nous dit que la vaccination n'a pas autant d'effets positifs qu'on nous le disait"

Ensuite question d'un auditeur : *on ne se sent pas écoutés on est très très mal dans nos vies et très sincèrement aujourd'hui on veut une réponse claire, monsieur Zemmour, pour pouvoir vous soutenir et travailler à vos côtés aujourd'hui, vous, monsieur Zemmour, Président de la République, est-ce que vous allez laisser ce pass sanitaire en place et est-ce que vous allez mettre en place l'injection obligatoire? On veut vraiment une réponse claire de votre part .*

Z : **je ne suis pas pour l'injection obligatoire, ça au moins c'est clair.** Pour le Pass Sanitaire j'ai dit tout à l'heure que moi ça ne me gênait pas, je peux en comprendre les dangers et ce que vous y voyez, **de toutes façons je pense qu'il faut arrêter avec ce Pass Sanitaire, on va bien arrêter à un moment, oui il faudra l'arrêter, je n'en vois pas trop l'intérêt, surtout si on nous dit que la vaccination n'a pas les effets aussi positifs qu'on le croyait initialement!**

Voilà, que vous dire d'autre ? C'est toujours un peu difficile de prendre des décisions quand on n'est pas au pouvoir, c'est toujours un peu facile d'aller dans le sens du vent et de vous

dire "mais oui, soyez tranquille, j'arrêterai ça ". Moi je vous dis ce Pass Sanitaire je vois bien les dangers qu'il y a derrière mais ça ne me dérange pas, je comprends les risques il faudra simplement les empêcher, de toutes façons je pense vraiment qu'il ne faut pas se laisser disperser, je pense que le sujet essentiel n'est pas là . Il ne faut pas se diviser, le sujet essentiel est "est-ce que la France restera la France ?", il ne faut pas tomber dans le piège que nous tend Macron

Passage intéressant sur le Frexit entre les minutes 33 et 39

:

V On n'a pas les moyens de faire le Frexit mais on peut changer la constitution pour que les dernières lois abrogent les précédentes, même si elles sont européennes

Je ne veux pas de Frexit parce que je pense que ça aggraverait la désorganisation française pour sortir de l'euro. Les Anglais n'étaient pas dans l'euro donc c'était plus simple. Et pourtant ils ont mis 4 ans !

Moi j'ai un objectif c'est la survie française contre l'invasion migratoire, c'est déjà un sujet majeur. Mais je suis tout à fait d'accord avec la démarche polonaise, c'est-à-dire que, oui, l'ordre juridique polonais est supérieur à l'ordre européen, pour une raison juridique. C'est la démocratie, ça veut dire que c'est le peuple polonais qui a le dernier mot, en tout cas pour les lois postérieures aux lois européennes. Vous savez, tout cela a existé en France. Qu'est-ce qui se passait sous la France du Général de Gaulle ? Il y avait l'ordre juridique français qui était supérieur à l'ordre européen, c'est-à-dire que les lois françaises postérieures l'emportaient sur les lois européennes. Et le juge, à l'époque le Conseil d'Etat, faisait respecter cette supériorité. Qu'est-ce qui s'est passé ? Il y a eu entre-temps un revirement des juges, pour la Cour de Cassation, ça date de 1975, arrêt Jacques Vabre, pour les juristes qui connaissent, en 1989 pour le Conseil d'Etat c'est l'arrêt Nicolo [**NDLR voir sur wikipedia les 2 arrêts**] ; ces 2 grandes juridictions se sont couchées devant la cour de justice européenne mais avant on a vécu jusqu'en 1989 avec exactement ce que proposent les Polonais. **Ils ne veulent pas sortir de l'Europe, ils défendent juste une conception gaullienne de l'Europe, c'est l'Europe des nations.**

Je suis tout à fait favorable à l'idée de revenir à ça,

d'autant que c'est la seule façon de régler la question migratoire, parce que, si on ne le fait pas, on ne s'affranchit pas des contraintes juridiques, du conseil constitutionnel, du Conseil d'Etat, de la CEDH, de la cour de justice, de la cour de cassation... et on ne peut pas arrêter la vague migratoire, on ne peut pas faire l'immigration zéro et on ne peut pas arrêter les 275 000 cartes d'entrée en France légales chaque année, 275 000 ! La ville de Nice chaque année ! Si on ajoute les demandeurs d'asile, 130 ou 170 000 dont la plupart sont déboutés mais la plupart ne repartent pas !!! La plupart c'est 90% ! On en a 80% de déboutés et on a 90% de ces 80% qui ne repartent pas !!! donc en vérité on prend 130 000 supplémentaires !

Donc si on veut arrêter tous ces gens-là il faut faire une révision constitutionnelle qui dit que les lois postérieures sont supérieures aux lois antérieures et même aux traités européens. Alors on retrouve la maîtrise de notre agenda législatif et ça veut dire que c'est le peuple français, comme le peuple polonais, qui retrouve la maîtrise de son destin.

(En réponse à une question de Bercoff) : **oui, je suis pour la pratique gaullienne du referendum**, pour moi une des grandes questions ce serait évidemment la question de l'immigration, il faudrait la poser au peuple français, ça fait 40 ans qu'il attend ça. Et puis je m'interroge je vous avoue que ma religion n'est pas faite, puisqu'il y a des avantages et des inconvénients, sur l'autre côté du referendum, le referendum à la suisse, le referendum d'initiative populaire à la suisse qui a beaucoup de vertus, surtout à une époque où les politiques ne veulent plus s'y soumettre , le dernier, en 2005, ils se sont tous assis dessus en faisant passer le texte qui avait été révoqué par le peuple !!!